

Commentaires

Odette OUELLET

*Coordonnatrice secteur de la protection de la jeunesse
Association des centres jeunesse du Québec*

INTRODUCTION

Il est toujours intéressant de confronter notre vision et notre expérience à celle des autres, car c'est là une opportunité de les préciser et de les enrichir. C'est donc avec plaisir que j'ai pris connaissance de l'exposé de M. Frédéric Lesemann et que je le commenterai. Trois aspects ont retenu particulièrement mon attention.

LES ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION DES DYNAMIQUES À L'ŒUVRE

M. Lesemann rappelle à juste titre que les réformes en cours ne s'expliquent pas sur la base des seuls enjeux financiers de l'État québécois et du phénomène de la mondialisation, bien qu'ils soient importants et toujours placés à l'avant-scène. Elles prennent racine dans un bris de consensus en ce qui concerne la légitimité de l'action publique, de même que dans la cassure entre les nantis et ceux qui éprouvent de plus en plus de difficultés « à arriver ». Dans un bris de solidarité en fait.

La culture de l'autonomie décrite est également précieuse pour la compréhension. Il ne fait pas de doute que les individus de la société québécoise ont gagné en confiance dans leurs capacités d'articuler leur pensée, de porter des jugements critiques sur la base de leurs connaissances et de leurs expériences, et d'être responsables de leurs choix. Il y a certes un gain de démocratie quand la pensée et la parole critiques prennent une place importante favorisant les débats et les délibérations.

Or l'exercice du pouvoir a toujours été l'art, à la suite des débats, d'arbitrer les intérêts et de décider. Vous mettez en lumière le caractère de plus en plus divergent et instable de ces intérêts qui rendent l'exercice du pouvoir « irrationnel » et l'obtention de résultats, aléatoire. J'y reviendrai.

Quant à la famille, vous en nommez les fonctions et en constatez la redécouverte, ce qui n'est pas sans intérêt. Mais il m'est difficile de saisir votre pensée quant à la signification de ce phénomène et son rapport avec le titre de votre conférence : État-providence ou familles-providence.

LA RECHERCHE DE FILS CONDUCTEURS

Il m'apparaît à la fois porteur et insuffisant de constater que les politiques publiques répondent à des logiques différentes selon les secteurs.

La culture du compromis, secteur par secteur, que vous évoquez est en fait la recherche d'un dénominateur commun autour duquel on puisse à la fois respecter la diversité des choix individuels et rallier, au sens de se lier d'un engagement commun. C'est bien là ce à quoi nous faisons face. Non seulement à débattre, mais à décider, d'une décision qui puisse tenir davantage que le temps que durent les roses, soit l'espace d'un court instant. Car le social ne sera jamais ni l'autonomie à tout crin où la loi individuelle est absolue, ni l'imposition désincarnée des décisions des autres, mais l'espace partagé d'une autonomie relationnelle, dynamique où chacun reconnaît à l'autre son identité et contribue à la création de bien-être pour le profit de l'ensemble, en prenant acte des ressources et des contraintes. Mais de quel ensemble voulons-nous être solidaires ? Quels sont les ensembles où l'on peut se reconnaître une appartenance véritable, c'est-à-dire où l'on est volontairement engagé à donner et à recevoir, à partager ?

Au-delà des apparences, les différentes réformes en cours cherchent à redessiner cet espace commun.

Le lieu intégrateur ne sera plus l'État-providence parce que l'expérience que nous en avons en est une où les décisions étaient loin de l'action, où la diversité des environnements n'était pas prise en compte et où les citoyens payeurs ont eu l'expérience d'être, du moins en partie, dépossédés de leur propre pouvoir de décider, d'agir et d'être responsables.

Nous sommes à la recherche de ces nouveaux lieux intégrateurs qui puissent être à portée de sens (vivre une appartenance ressentie où l'on puisse donner et recevoir) et à portée d'influence (où l'on puisse avoir un impact réel sur les décisions qui nous concernent, qui nous affectent, où l'on puisse créer notre monde). Nous sommes à la recherche de lieux intégrateurs où nous n'aurons pas l'impression d'être impuissant et d'investir en pure perte. La famille et les communautés locales et régionales apparaissent pouvoir être de ceux-là. Le peuvent-elles et sommes-nous prêts à assurer les conditions de cette réussite ? Cela reste à voir.

Réformer, c'est tenter de donner une nouvelle forme à l'essentiel. Les réformes en cours cherchent à donner une nouvelle forme à la vie en société, dans ses différents champs (éducation, santé et services sociaux, sécurité sociale, etc.). Or, la vie sociale est actuellement faite en partie de notre expérience personnelle, mais également des perceptions que les différents groupes d'intérêt véhiculent à travers les médias.

L'opinion publique est volatile, dit-on. Elle peut être anarchique parce que ne faisant jamais le tour de la question, sinon en théorie, du moins en pratique. Je ne connais qu'une issue à l'anarchie de l'opinion, c'est que nous assumions personnellement les conséquences des décisions que nous prenons ou auxquelles nous contribuons. Or, dans les faits, c'est rarement le cas. Nous sommes loin des lieux de décision et de pouvoir. Nous pouvons tout décrier. Tout le monde veut payer moins de taxes et est facilement prêt à critiquer tout ce qui bouge dans la cour de l'autre, des autres, en réclamant tout pour lui-même et en prenant pour l'absolu son point de vue.

Le culte des différences mène au culte de l'indifférence et au danger de l'intolérance quand nous ne sommes plus capables de nous reconnaître une appartenance dans le multiple et de nous engager au bien, également commun.

La famille et les communautés sont les deux lieux, proches, où nous pouvons assumer et les décisions et leurs conséquences. Nous avons décrié le lointain, nous savons les difficultés du proche. Sans compter que nous vivons désormais sur une planète qui n'est plus seulement une image et que nous sommes incités à la compétition pour les ressources à une plus vaste échelle. S'arrêter aujourd'hui à certains éléments de la dynamique de l'élaboration des politiques publiques québécoises ne devrait pas masquer cette réalité où nous sommes également appelés à renforcer l'écart des plus faibles ou à trouver de nouveaux équilibres pour d'autres temps.

Une chaîne a la force de son maillon le plus faible. C'est pourquoi en d'autres temps nous avons voulu soutenir chaque citoyen. Je crains que nous trouvions, de plus en plus dans l'exclusion des plus faibles, réponses à nos anxiétés du moment et qu'à terme, nous perdions confiance dans ce qu'il y a de plus humain et de plus vivant dans chaque personne.

RÉPERCUSSIONS DES RÉFORMES SUR LA QUALITÉ DE VIE DES INDIVIDUS ET DES FAMILLES

À l'avant-scène, les compressions budgétaires et les réformes, avec pour toile de fond, des modifications profondes de nos représentations de l'action publique, de notre volonté d'autonomie et d'influence et de nos bris de

solidarité. Les répercussions sont nombreuses et je ne vais pas ici aborder chacune d'elles. Je m'attarderai simplement au fait que si la famille et les communautés semblent pouvoir être de nouveaux lieux intégrateurs, cela implique, pour les familles et les communautés, des transitions qui, pour l'instant, sont déséquilibrantes.

Je suis psychoéducatrice et je sais que les moments les plus difficiles à vivre sont les moments de transition. Or, nous vivons dans notre intimité une conscience exacerbée du chaos des transitions, de la peur de perdre nos acquis et de l'impuissance qui ne manque pas de nous prendre lorsque les changements sont d'une ampleur telle que nous nous sentons soumis aux changements, sans pouvoir de les influencer réellement, parce qu'ils sont rarement tout à fait en accord avec notre propre pensée ou conformes à nos convictions.

Nous oublions souvent que les réformes en cours, si elles sont accélérées par les compressions budgétaires, n'en sont pas moins nécessaires en raison même de l'expérience que nous avons eue des 40 dernières années, du développement des connaissances, ainsi que du constat de nos réussites et de nos échecs. C'est au moment d'en changer que l'on réalise que les « anciens consensus », pour critiqués qu'ils eussent pu être, n'en étaient pas moins porteurs d'une vision qui a contribué au développement du Québec et des Québécois.

Ce sont les bris de solidarité et de consensus qui nous « entrent » dans le corps, ce sont les jeux d'influence (bien souvent non démocratiques) qui rendent aléatoires les résultats. L'enjeu est de trouver de nouvelles solidarités qui soient plus profondes, qui s'inscrivent dans le respect des différences que nous valorisons, maintenant plus qu'hier, et non dans les rapports de pouvoir des différences, que l'on parle des différences entre les sexes, les statuts socio-économiques, les cultures, etc.

Les familles et les communautés n'échappent pas au choc de la transition – question de valeurs, de ressources, de temps, d'organisation, etc. On sait ce que l'on quitte sans savoir ce qui émergera. Et disons-le, nous sommes loin d'être sûrs de pouvoir influencer même le « proche » de la famille et des communautés.

Tracer de grandes orientations au niveau national et laisser jouer les dynamiques régionales, c'est certainement pour un temps vivre sous le règne des conflits de pouvoir locaux et régionaux et non plus provinciaux. Le fait est que lorsque ces conflits se rapprochent, nous éprouvons davantage l'insécurité et le chaos, au quotidien, en pouvant en influencer (espérons-le) plus certainement l'issue, à condition que nos gains de démocratie ne soient pas qu'apparents mais s'inscrivent dans des pratiques de décisions réelles et que nos conditions d'existence nous permettent des engagements familiaux et communautaires.

Quand les grands arbitrages se font dans le lointain, nous nous sentons relativement dépossédés, quand ils se font plus près des chaumières, nous ressentons plus les enjeux et sommes davantage pressés de nous mobiliser. Plus près, il est plus facile de percevoir les divergences et les incohérences. Mais il n'est pas toujours si facile de les aplanir.

Les familles, les communautés et l'ensemble de la société vont devoir créer des nouvelles façons d'arbitrer leurs différences, je dirais de féconder leurs différences qui s'expriment maintenant à tous les plans.

La recherche de lieux intégrateurs est une occasion de construire de nouvelles solidarités qui résident d'abord dans l'engagement, dans le cœur et l'âme de chacun. Mon souhait est qu'il y ait de la place justement pour chacun au-delà de nos peurs et de nos insécurités qui sont bien mauvaises conseillères.